

désignées les circonscriptions de l'ancienne capitale (par exemple: Berlin-Charlottenburg) comme lieu des matches. C'est de questions aussi graves que se composent les relations Est-Ouest.)

Visite de Brejnev à Bonn

Les difficultés qui avaient surgi au sujet de Berlin étaient à l'ordre du jour lors de la visite de M. Léonid Brejnev à Bonn en mai 1973. La visite elle-même était sans précédent. Staline n'était pas allé plus loin que Postdam, et Khrouchtchev avait été limogé à la veille de la visite qu'il projetait. Mais c'est en apôtre de bonne volonté que M. Brejnev s'est présenté sur les bords du Rhin où il surprit les Allemands par la cordialité et l'ampleur du désir de coopération économique de la Russie. Pour citer plus ou moins fidèlement une observation faite à l'époque, il est venu non pour enterrer le capitalisme mais pour en tirer le plus possible de capitaux. Le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest s'était engagé à soulever la question de Berlin, ce qui menaçait de troubler l'harmonie de la rencontre, mais Brejnev traita la chose comme une question déjà réglée. Le communiqué final ne fit même pas la moindre allusion à Berlin, se bornant à déclarer que, de l'avis des deux parties, «l'observance stricte et l'entière application de l'Accord (quadripartite) sont la condition préalable essentielle d'une détente durable en Europe centrale et d'une amélioration des relations entre les États concernés...» Étant donné que les difficultés au sujet de Berlin découlent surtout de l'interprétation de l'Accord quadripartite et des autres ententes, cette formule offrait peu d'espoir d'y mettre fin. Le chancelier Brandt eut beau affirmer dans son rapport au Bundestag que «nos relations bilatérales ne sauraient être meilleures que la situation à Berlin», l'atout de Berlin, quoique réduit en importance, n'en demeurait pas moins dans le jeu.

Bien que les jugements de ses détracteurs comme de ses partisans n'aient pas manqué, il est évidemment encore trop tôt pour dresser le bilan final d'une *Ostpolitik* encore en déploiement. On cherche encore à savoir, par exemple, quels sont les origines de cette politique et les liens préliminaires créés par Egon Bahr. En revanche, beaucoup de choses sont claires. Au printemps de 1974, quatre ans et demi d'*Ostpolitik* avaient transformé la position diplomatique de l'Allemagne de l'Ouest en Europe. Lorsque le gouvernement Brandt-Scheel fut constitué à la fin de 1969, il n'y avait aucun lien avec l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, à l'exception de ceux qui existaient avec l'Union soviétique (héritage de l'époque Adenauer) et avec la

Yougoslavie et la Roumanie (produits de la grande coalition Kurt Georg Kiesinger-Willy Brandt). Quatre ans et demi plus tard, le réseau diplomatique de Bonn englobait tous les États du Pacte de Varsovie, y compris, évidemment, la jadis innommable République démocratique allemande. L'établissement de ces liens diplomatiques, quelle que fût leur valeur intrinsèque et si indispensables fussent-ils comme base de contacts futurs, n'a pas modifié le système. «Les traités sont maintenant achevés», déclarait le chancelier Brandt dans son message du Nouvel An le 1^{er} janvier 1974. «Il s'agit maintenant de traduire dans la réalité les intentions que nous avons formulées dans ces traités.»

La pénible réalité est que les efforts déployés pour bâtir sur ces traités ont produit jusqu'ici des résultats déprimants. Bien que la visite Brejnev eût semblé de nature à consolider les liens entre Bonn et Moscou (Theo Sommer déclarait, dans *Die Zeit*, qu'elle marquait la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide), beaucoup de questions restaient à régler dans le domaine des rapports économiques et commerciaux qui forment le pivot des nouvelles relations. Parallèlement, l'exigence polonaise de crédits plus importants en échange de la libération de personnes de souche allemande (qui forment un élément restreint, mais hautement compétent et travailleur de la population polonaise) a conduit à de pénibles contestations, de même que la résurrection d'une ancienne réclamation touchant le dédommagement des victimes des camps de concentration.

Coût de l'Ostpolitik

Le prix du rétablissement diplomatique de l'Allemagne de l'Ouest en Europe centrale et orientale a été l'acceptation des frontières existantes et de la division de l'Allemagne. Ces concessions ont-elles été faites au détriment de l'Ouest? Peut-on dire, à l'instar de l'*Economist*, que «le grand dessein de Herr Brandt... n'a produit presque rien jusqu'ici, à part une légère amélioration de la position de Berlin et la permission accordée à un petit nombre d'Allemands de l'Ouest, qui vivent près de la frontière est-allemande, de rendre visite plus souvent aux membres de leur famille domiciliés du côté Est?» «Est-il logiquement possible», demandait M. Wolfgang Wagner, journaliste réputé d'Allemagne de l'Ouest, «qu'une même politique puisse à la fois résoudre le problème allemand qui a causé tant d'ennuis à l'Europe et laisser la question en l'air?» Peut-on, en acceptant la division, réaffirmer du même coup sa détermination de maintenir la communauté